

et l'esprit d'entreprise. Nous ne nous laisserons plus d'arrêter par les rivaux qui ne valent pas mieux que nous, mais qui sont mieux armés pour la bataille, et l'on pourra voir enfin — ce que depuis trop longtemps, on désespérait de revoir — ce dont est capable cet admirable pays de France avec sa race infatigable, patiente et courageuse, si intelligente, si débrouillardes, si laborieuse et si équilibrée, quand une fois il sera résolu avec le sentiment des affaires, un outillage équivalent à celui qui vaut leur puissance économique à nos voisins.

N'insistons pas. Je laisse aux penseurs le soin facile de dégager la morale pratique de l'idée.

Nous sommes enfin à la veille d'une évolution non moins radicale, et dont les loueurs de voitures seront probablement seuls à se plaindre, dans nos habitudes et dans nos mœurs.

Il suffit d'avoir fréquenté, avant et après l'installation des travaux électriques, des villes comme Rouen, le Havre, Rennes, Angers, etc., pour se rendre compte de la nature et de l'intensité de cette transformation inéluctable. Si le besoin, en effet, crée l'organe, il n'est pas moins vrai — je ne saurais trop le redire — que l'organe se crée, crée le besoin. Le fait d'avoir à leur disposition, à leur portée, toutes les trois ou quatre minutes un véhicule commode et rapide les transportant pour quelques centimes à l'autre bout de la ville, à des distances qu'on hésiterait dans d'autres conditions, à affronter, a doté les bonnes gens d'une âme neuve et d'un esprit nouveau.

C'est un va-et-vient continu d'hommes, d'intérêts, d'idées, un brassage de molécules sociales auquel les milieux les plus stagnants, gagnés par la contagion de l'effervescence, ne sauraient résister. Une activité inattendue est née. Le besoin de bouger, le besoin d'agir — précurseurs du besoin de travailler utilement — s'emparent bientôt de tous mous et des plus sédentaires. C'est tout profit pour la fortune publique et pour cet ensemble de phénomènes qu'on désigne sous le nom générique « de mouvement des affaires » et qui constitue la vie des nations.

Il se passe, en un mot, dans le corps social, quelque chose d'analogue à ce qui se passe dans un organe vivant sous l'influence de l'exercice physique qui fouette le sang, active les combustions, précipite les échanges circulatoires, stimule le système nerveux en donnant à tout l'être une sensation galvanisatrice de plénitude, d'harmonie et de vigueur.

Mon Dieu, je ne dis pas que tout cela aille aux yeux du premier coup, de quelque se promène en tramway électrique dans la rue. Mais, pour qui ne s'en tennait pas à l'écorce superficielle des choses et cherchant à pénétrer le comment et le pourquoi des mille petits événements dont tissent l'étoffe d'une civilisation de plus en plus complexe et raffinée, se donnera la peine d'observer et de réfléchir, cette série de réactions dont les logiques ne saurait faire l'ombre d'un doute.

On paraît l'avoir compris, plutôt par instinct, il est vrai, que par subtilité philosophique dans les pays nauts comme les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, etc.

La bas, on établit des distributions d'énergie, on crée des lignes de tramways dans des endroits qui ne semblent pas destinés à la commodité des voyageurs, ni les exigences du trafic. On part de cette idée que si les voies de communication peuvent faire et font souvent défaut aux marchandes et aux hommes, par contre ni les hommes ni les marchandes ne sauraient jamais faire défaut aux voies de communication, pourvu qu'elles soient rapides, confortables et à bon marché. Aussi, est-ce par les voies de communications que, le plus souvent, sans souci du lendemain l'on commence, quitte à bâtir ensuite une ville le long de la ligne, si le besoin s'en fait sentir.

De même que les peuples se sont autrefois groupés, en vertu d'une loi de cristallisation inconsciente, aux environs des routes naturelles, de même ils devront être conduits à se rapprocher des routes artificielles que le génie industriel saura mettre, à l'heure opportune, à leur disposition.

Si l'on faut même, pour favoriser et

précipiter ces dépôts sédimentaires, on a recours à des moyens factices. Il n'est pas rare, en Amérique, par exemple, que les entrepreneurs de tramways, pour achalander leurs lignes aux mauvaises heures de la journée et sur les mauvaises sections du réseau, créent tout exprès, dans le voisinage du terminus, des attractions spéciales : concerts, bals, jeux publics, spectacles, exhibitions de toute espèce pour amener la clientèle et créer un courant.

J'ai justement sous les yeux un article d'un journal canadien, *The Street Railway Review*, dans lequel les divers procédés utilisables au profit de cette politique économique sont fort bien expliqués sous ce titre séduisant : *How to make the electric railway a commercial success*. (Comment faire le succès commercial des tramways électriques.) Comme je l'ai dit plus haut, il est peut-être permis de voir dans l'avenir des tramways électriques plus et mieux qu'un succès commercial. Je suis disposé pour ma part à voir l'insurrection d'une sorte de rénovation industrielle, économique, financière et sociale.

Métons que c'est du paradoxe. Le mot n'est pas pour me déplaire. Tant de fois déjà nous avons vu le paradoxe de la veille devenir la réalité du lendemain.

Sans doute, la poire n'est pas encore mûre. Mais elle mûrit, elle mûrit même assez vite. Tout vient à point à qui sait attendre.

L'Affaire Dreyfus

Paris, 3 janvier.

A la suite de la clôture de l'information ouverte par le commandant Ravary, le général Saussier, gouverneur militaire de Paris, a pris ce matin une décision relative à l'accusation qui avait été portée par M. Mathieu Dreyfus contre le commandant Walsin-Esterhazy.

M. Walsin-Esterhazy est renvoyé devant le premier conseil de guerre siégeant à Paris, au Cherche-Midi.

Il sera jugé, à huis clos, à l'audience du 10 janvier 1898.

Le général Saussier a pris cette décision considérant qu'il faut donner la sanction de la chose jugée à une accusation aussi grave, portée contre un officier supérieur.

Le Conseil de guerre

Il est peu probable, dit *l'Echo de Paris*, que le syndicat Dreyfus produise des témoignages ou des documents nouveaux à l'audience, parce qu'ils courraient grand risque d'être repoussés par le conseil.

On a été informé que le syndicat se bornerait à un rôle d'opérateur et qu'il ne tenterait rien moins qu'à obtenir une troisième et très large expertise au sujet du bordereau.

D'autres considérations que celles relatives à des similitudes s'opposent, par la force même des choses, à ce que M. le commandant Esterhazy soit l'auteur du bordereau.

Le syndicat en aura des preuves manifestes à l'audience.

Les mêmes considérations qui s'opposent à ce que le procès Dreyfus ait lieu en débats publics subsistent toujours. Les allusions forcées à cette affaire seront nécessaires; c'est pourquoi M. le commissaire du gouvernement demandera le huis clos des deux audiences. A moins d'étranges circonstances, il n'y a pas à s'attendre à ce que l'affaire sera liquidée en deux audiences au plus.

Lépus la condamnation de Dreyfus, le service des renseignements a recueilli de précieux renseignements sur les travaux du Dreyfus; ces preuves sont communiquées au conseil de guerre.

Un de nos confrères a vu, ce matin M. Tezenas, défenseur du commandant Esterhazy, qui lui a dit :

C'est bien le 10 janvier que s'ouvrira le conseil de guerre et le conseil de justice. Je n'attendais pas moins de l'esprit de justice de M. le général Saussier. Si, comme le bruit en avait couru, la date est fixée à mercredi ou jeudi, je n'aurais pu étudier que superficiellement les nombreuses pièces du dossier.

Interviewé par un rédacteur de *l'Agence Havas*, un officier de la place de Paris a déclaré que la décision de général Saussier à l'égard du commandant Esterhazy n'est pas grave pour ce dernier.

Le général Saussier a voulu qu'il y ait chose jugée, bien que rapporteur près le conseil de guerre ait promis à un bon lieu, afin de dégager complètement l'honneur du commandant Esterhazy.

Le *Soir* annonce que son rédacteur en chef, M. Gaston Pollonnais, a été entendu aujourd'hui par le juge d'instruction Berthelin, au sujet de l'affaire Penot-Saunders.

En Extrême-Orient

Les journaux commandent à se saisir à propos des affaires de Chine, les avaient trouvés complètement dépassés.

On commença, dit le *Daily News*, à voir un peu plus clair dans les brèves d'extrême-Orient.

Nous ne renons de bonne source d'attente l'existence à propos de la note entre l'Allemagne et la Russie, et l'occupation de Kiao-Shao a été une surprise aussi bien à Saint-Petersbourg qu'à Downing Street.

Nous sommes autorisés à déduire, ajoute le journal anglais, qu'aucun lien n'existe entre la Russie et l'Allemagne relativement aux événements qui ont eu lieu à l'extrême-Orient, et que l'Allemagne a agi sans consulter le tsar, créant ainsi une impasse au tsar, créant ainsi une impasse au tsar, créant ainsi une impasse au tsar.

Pékin, 3 janvier.

Les missionnaires allemands résident à Tsoo Tchou, dans la presqu'île de Tan-Toung, s'étant plaints auprès du ministre d'Allemagne, baron de Heyking, de la situation de la garnison chinoise à cet égard, ce commandant a été destitué.

Les journaux de ce matin disent que des dépêches privées de Pékin recourent des personnages haut placés à Londres, annonçant que le gouvernement anglais fait tous ses efforts pour amener la Chine à déclarer Port-Arthur port absolument libre.

Sir Charles Dilke parlant à Gloucester a dit que jamais la situation en Extrême-Orient n'avait été plus grave.

Londres, 3 janvier.

Le *Daily News* a reçu de l'amirauté l'information suivante :

« La position actuelle de l'escadron russe en Chine est celle-ci : le vaisseau amiral le *Centurion* est à Chemulpo, ainsi que le *Undanet*, le *Narvissus*, le *Pigeon*, le *Katmar*, le *Daphne* et l'*Albatros*. L'*Amiral* et l'*Albatros* sont à Port-Arthur ».

Saint-Petersbourg, 3 janvier.

Les *Novosti* voient, dans la nouvelle convention entre la Russie et le Japon, relativement à la sphère d'influence en Corée de ces deux nations, la preuve matérielle que les Russes et les Japonais pourront toujours s'entendre et que la question coréenne ne les divisera pas.

En conséquence, les *Novosti* préconisent l'idée d'une alliance russo-japonaise qui favoriserait les intérêts mutuels de la Russie et du Japon et affermirait solidairement l'équilibre politique en Extrême-Orient.

SUR LE HAUT-NIL

Un abonné de *l'Éclair* communiqué à ce journal une lettre d'un membre de la mission Marchand. Cette lettre est intéressante surtout par sa date qui par les renseignements qu'elle donne et la confiance bonne-humeur dont elle est pleine.

Elle est datée de Tamboura, 26 août 1897, c'est à dire trois semaines plus tard que la lettre adressée de Semio à M. Paul Grévy, président de la Société de géographie et de la Société de l'Éclair, par le capitaine de la mission, M. le colonel Marchand.

Le signataire dit que la mission compte être dans quelque semaine au lac Tchad, et qu'il n'a pas encore pu partir.

On mande de Londres que le bruit de la présence des Français sur le Haut Nil a été officiellement démenti par les journaux anglais; aussi les nouvelles sensationnelles vont-elles leur train.

Le correspondant de *l'Éclair* à Rome, apprend de source privée que le *Consiglio* a reçu une information aux termes de laquelle Ménelik désire former une armée pour servir en aide aux Français dans le Haut Nil. Il a convenu à cet effet ses Abyssins; il prendra lui-même le commandement de cette armée.

Le *Daily Mail* dit que la nouvelle annonçant la présence des Français à Fashoda est vraie, mais n'est encore que la moitié de la vérité.

Le correspondant de ce journal au Caire télégraphie en effet que l'expédition Marchand est parvenue très près de Khartoum. Ménelik vient, de son côté, de conquiesser Abyssins pour aider la marche des Français. C'est par suite de ces nouvelles que 2000 hommes de troupes britanniques ont été dirigés en toute hâte sur Abou-Hamed.

Le même journal estime que l'expédition Marchand ne saurait être arrivée si elle n'eût été précédée par l'alliance de M. Mahdi lui-même.

Le *Morning Post* dit que si les Français ont occupé Fashoda sans l'autorisation du gouvernement de Paris, ils

doivent être considérés comme de simples émissaires. Quoi qu'il en soit, le contrat de la vallée du Nil est de la plus haute importance pour l'Angleterre et celle-ci ne doit reculer devant rien pour se l'assurer.

Les appréciations du *Morning Post* sont par conséquent pour fausses nouvelles pour les journaux de la presse anglaise pendant ces derniers jours, toute une série de démentis.

LA PLUS PETITE COMMUNE DE FRANCE

Paris, 3 janvier.

La statistique d'émigrants travaillera. Vous en savez quelle est la plus petite commune de France, et même assurément du monde entier ?

C'est la commune de Morteau, canton d'Andelot, arrondissement de Châumont, dans la Haute-Marne.

Cette commune compte 22 habitants ! Il y a 17 mâles et 5 femelles. Aux élections municipales, le résultat a été le suivant : inscrits, 3; votants, 2; un conseiller élu au premier tour avec 2 voix, un autre en ballottage. Au deuxième tour, le second conseiller est élu par un vote !

Un de ces deux conseillers est maire, naturellement. En 1888, au fameux banquet des maires, le maire de Morteau était même assis, comme représentant la plus petite commune de France, à la droite du président du Conseil municipal de Paris.

Tom Pouce à côté de Gulliver !

UN ÉMULE DE VACHER

New-York, 3 janvier.

Il est dit que l'Amérique battra tous les records. On ne s'occupe en ce moment, dans les Etats-Unis, que d'un certain Frank Dunham qui vient de conquiesse une célébrité aussi rapide que sinistre.

Frank Dunham s'exerce à la curiosité de ses compatriotes en assassinant sept personnes en cinq minutes ! Les journaux publient son portrait et la police fait afficher sa photographie dans tous les postes en offrant une énorme prime pour son arrestation... car il est en fuite.

DERNIÈRES NOUVELLES RÉGIONALES

LE CRIME D'ONNAING

VALENCIENNES, 3 janvier.

L'instruction sur le crime mystérieux d'Onnaing vient d'entrer dans une nouvelle phase.

Hier matin, à 7 heures, Mascart le chef de gare d'Onnaing, inculpé et meurtre sur la personne du malheureux Dérolette, est sorti de la prison de Valenciennes, accompagné de 2 gendarmes.

Il était dans la tenue qu'il portait lors de son arrestation, mais chaussé de sabots — qui s'échappèrent, du reste, contre des chaussons à Onnaing.

Le parquet prenait le tramway de 8 heures et commençait, dès son arrivée à la mairie d'Onnaing, ses interrogatoires. Mascart ne fut toujours, malgré les charges qui semblaient s'accumuler contre lui. Une preuve surtout l'accablait.

Mascart prétendait avoir passé une partie de la soirée, de 5 h. 1/2 à 7 h. 1/2, chez Mme Frappart, la barrière. Or, cette dernière a affirmé que Mascart n'était resté que quelques minutes, de 7 h. à 7 h. 20. D'autre part, l'instruction par la fraude a constaté depuis 5 h. 27 le jour du crime.

A cette heure, en effet, Mascart quittait l'établissement de boissons de Mme veuve Deveux et l'a perdue sa trace jusqu'à 7 heures, heure à laquelle Mme Frappart, la garde-barrière l'a vu rentrer chez elle.

Une fois hostile, difficilement maintenue par les gendarmes, entourait la mairie et l'accompagna à la gare. Mascart a été ramené à Valenciennes par le train de 7 heures, sans que son crime ne se soit départi un moment et que l'instruction ait avancé d'un pas.

UN ACCIDENT MORTEL

BLANC-MISSERON, 3 janvier.

M. Eugénie Hector, garde-frein du Nord, demeurant à Valenciennes a été tué, lundi matin dans son service, en gare de Blanc-Misseron.

M. Eugénie était célibataire et âgé de 23 ans.

DERNIÈRE HEURE

COLLISION DE TRAINS

Glasgow, 3 janvier.

Un train parti à six heures ce matin pour Edinbourg a eu une collision; il y a un mort et plusieurs blessés.

LA MISSION MARCHAND

Paris, 3 janvier.

Les nouvelles arrivées par le dernier courrier « L'Outaouhi », démentent complètement les nouvelles de source belge, au sujet du massacre de l'expédition Marchand, sur laquelle on avait de bons renseignements en septembre dernier.

NOUVELLES DU TONKIN

Marseille, 3 janvier.

Le paquebot, la *Ville de la Ciotat*, courrier de Calédonie, Australie et d'Extrême-Orient par transbordement à Colombo, est arrivé ce matin avec 130 passagers. Ceux qui viennent d'Indo-Chine déclarent que l'arrivée à Saigon de l'empereur d'Annam et du roi de Cambodge a produit dans toute la colonie un excellent effet.

Le courrier du Tonkin nous apporte les nouvelles suivantes :

Le commandant Gosselin et les capitaines Bourguignon et Schmidt de l'artillerie de marine, sont désignés pour accomplir au Yunnan une mission qui durera deux ans environ, sous la direction du colonel Pennequin.

Le conseil colonial de la Cochinchine, qui avait d'abord repoussé la participation de la Cochinchine au doublement du service maritime postal entre Saigon et Haiphong, vient d'accepter cette participation.

C'est sait que le gouvernement général s'est surtout préoccupé, depuis son arrivée en Indo-Chine, du développement de sa mission.

Malgré de grandes difficultés contre lesquelles il a dû lutter, le budget général du Tonkin se chiffre par un excédent raisonnable.

TERRIBLE ACCIDENT

Belfort, 3 janvier.

Deux jeunes gens patinant sur un étang des Fougères se sont noyés.

Leurs corps n'ont pas été retrouvés.

L'ESPAGNE ET CUBA

Madrid, 3 janvier.

Cinq mille hommes seront envoyés à la fin de janvier à Cuba, pour combattre les bandes de rebelles.

On avertit ensuite des troupes jusqu'à concurrence de 11,000 hommes, s'il est nécessaire.

MINISTRES DÉBARQUÉS

Paris, 3 janvier.

Le *Courrier de Soir* écrit savoir que M. Méline se propose de modifier le cabinet et d'y faire entrer les deux ministres les plus maltraités dans la discussion du budget, seraient débarqués sans doute avant la rentrée des Chambres.

D'autres combinaisons seraient apportées dans le but de favoriser un mouvement vers la gauche, en vue des prochaines élections.

L'ACTION SOCIALISTE DANS LA RÉGION

A Anstaing

Dimanche 9 janvier, à 4 heures du soir, salle du citoyen Alfred Lepère, route de Tournai, grande conférence publique et contradictoire, avec le concours assuré des citoyens Marin KREBS, Maire d'Hellemmes; CHARLON et Michel SERVAIS, délégués du Comité fédéral.

A Douai

Les membres du Parti ouvrier de l'arrondissement de Douai sont invités à assister au Congrès qui se tiendra à la Maison du Peuple, le dimanche 9 janvier, à 8 heures du soir.

Ordre du jour : Désignation d'un candidat aux élections de mai prochain.

A Houplines

Dimanche 9 janvier 1898, conférence publique et contradictoire, dans la grande salle de la Société coopérative de l'Union, avec le concours assuré des citoyens DEVAIGNE, professeur d'agriculture; DAUDRUMETZ, délégué

COMITÉ FÉDÉRAL, et Emile SOHIER, conseiller municipal.

A Haubourdin

Dimanche 16 janvier, à 6 h. 1/2 du soir, grande réunion publique et contradictoire, chez le citoyen Cousin, estaminet du Point du Jour, route de Béthune, avec le concours des citoyens Henri GHESQUIÈRE, conseiller général, adjoint au maire de Lille, et A. BAGHE BOOM, délégué du Comité fédéral.

UN SEMINARISTE DÉCORÉ

La *Dépêche* annonce que les récentes promotions d'officiers dans l'ordre de la Légion d'honneur comprennent un séminariste, qui n'a pas, il est vrai, été décoré au titre ecclésiastique ?

Il s'agit du lieutenant-colonel Crépeau, du 8^e de ligne à Saint-Omer, qui a pris la soutane le mois dernier pour entrer au grand séminaire d'Arras, où il se prépare à la prêtrise.

Le lieutenant-colonel séminariste a vingt-huit ans de services dans l'armée, deux campagnes, deux blessures.

Il est chevalier de la Légion d'honneur depuis 1871.

Malgré de tels états de services, il a été décoré de la Légion d'honneur.

Peut-être ne l'aurait-il pas encore, s'il n'avait abandonné la carrière militaire pour se consacrer à la religion.

Le ministère ne pouvait pas manquer une si belle occasion de décorer un séminariste en feignant de récompenser un soldat.

AUX CANTINES SCOLAIRES DE LILLE

La *Dépêche* a sorti ses foudres, toutes ses foudres, contre l'administration municipale, à propos des cantines scolaires.

Elle s'indigne, s'exclame, tonitru, parce qu'on ne conserve pas leur repas aux enfants qui suivent le catéchisme.

« Cela se faisait sous l'ancienne municipalité, pourquoi cela ne se fait-il pas aujourd'hui ? »

Et la devote s'élève en appelle à l'autorité académique, de ces causes.

Ne vous emballez pas ainsi, concurrez les raisons de nos pères. La logique et la vérité y gagneront.

D'abord, aux temps déjà vieux de cette ancienne municipalité, que vous en portez pas plus que nous dans votre école, qui faisait tout très mal, dit-on, et que vous avez raison les cantines scolaires étaient une institution privée. L'administration n'avait rien à voir dans leur organisation, ni dans leur fonctionnement intérieur.

Vous êtes donc mal venue, sur ce point à opposer M. Lévy-Grand à nos citoyens Delory.

Ensuite, pour suivre votre discours, n'est-il pas plus simple, plus rationnel que les chers « tonitru » que vous aimez voir débiter des catholiques, d'indiquer aux parents de ces enfants quelques avantages plutôt que d'en demander aux administrations des pauvres petits qui sont contraints de suivre leurs leçons.

Chaque cantine donne à manger à cinq à six enfants. Ce travail met en mouvement un personnel nombreux et nécessite ces heures de repas fixes.

En est-il de même du catéchisme ? Assurément non. Cette « institution » — pas même nous le mot — ne touche que cinquante à soixante enfants et ne nécessite qu'un homme par école.

Pourquoi cet homme ne prendrait-il pas en égaré ses petits disciples ? L'enfant ne vit pas seulement de la parole qui tombe de la bouche de *Monsieur le curé*, il lui faut aussi du pain.

En somme, ce que la *Dépêche* reproche à l'administration au municipale, c'est d'avoir trop bien organisé le fonctionnement des cantines, d'avoir pris de trop sages dispositions pour que tous les enfants reçoivent un bon repas et non pas réchauffés — après catéchisme.

Cela, suivant la *Liberté*, s'appelle violer la liberté de conscience !

A vrai dire, nous aimons mieux ça que de violer les droits des petits estomacs.

L'autorité académique appréciera et les pères de famille aussi.

PARTI OUVRIER. — SECTION LILLOISE

Comité central

Réunion générale mensuelle de tous les adhérents, de la section, demain mardi 9 janvier, à 8 h. 1/2 du soir, à la Maison du Peuple.

Ordre du jour : Renouveau partiel des membres de la Commission administrative.

LA FILLE DU SUPPLIÉ

ROMAN TRAGIQUE

(1870-1871)

PAR

Albert GOULÉ

PREMIÈRE PARTIE

LA BELLE JOSÉPHA

Annette ne conta, d'ailleurs, à Mme Catherine, que le moins qu'elle put.

Elle s'était introduite dans la ferme des Bamps pour délivrer le prisonnier français qui y était gardé. Elle avait réussi à l'emmener hors de la ferme, mais ils avaient eu la mauvaise chance de retomber parmi les Allemands.

On l'avait ramenée, lui; elle avait eu la chance d'être ramenée de la ferme de Bamps, où elle avait été gardé. Elle avait réussi à l'emmener hors de la ferme, mais ils avaient eu la mauvaise chance de retomber parmi les Allemands.

Avant d'arriver au récit précédent, elle se leva et elle dit :

— A présent, j'espère que vous m'attendrez ou est maman Josépha.

— Partir ! elle est bien la mère à sa fille, comme tu es, toi, la fille à ta mère. Pendant qu'il arrivait des aventures, là-bas, il lui en arrivait ici. Il y a des gens, n'importe où ils sont ; dedans, dehors, dans leur lit ou en bateau, qui ne font jamais rien comme personne.

— Mais tout ça ne me dit pas où elle est ?

— Chez elle, partit-elle, elle a quitté d'ici ; elle habite son appartement de la rue d'Antin.

— Alors il s'est passé quelque chose d'extraordinaire, car elle était, en rentrant à Paris, bien résolue à rester à la Villa... Et bien ! Et M. Bérù ; il n'est pas rue d'Antin, lui ?

— Manquerait plus que ça ! heugla presque la grosse dame Catherine.

Car Mme Bérù était une épouse dévouée de jalousie.

Si son mari, pensait-elle, n'avait pas eu le malheur de connaître Mme Josépha, il aurait été tout bonnement un campagnard occupé de sa culture, de son bétail et de sa femme ; c'est-à-dire le vrai mari digne d'elle, qu'elle souhaitait quand elle était fille à marier.

— Bérù, continua-t-elle, est-ce que je sais jamais où il est ? Il n'a pas seulement fini de nous installer. Il est tout le temps à venir à la messe après des gens. Il en amène ici que je n'ai encore jamais vus ; d'autres viennent le demander. Quand je les entendis causer, ils s'appellent entre eux citoyens.

« Jusqu'à Gustave, ce gâlin, à qui j'ai vu pousser la moustache, qu'on appelle citoyen aussi. Où ça le mènera-t-il ? Je te le demande. A si le départ, comme l'a été son père. Ah ! si tu es... »

— Mais enfin, madame Catherine, fit la jeune fille interrompant ce radotage, parlez-moi de ce que j'ai besoin de savoir... Quand ma mère est partie d'ici, elle a laissé des instructions me concernant, ou bien elle en a employé depuis. Sait-elle que je ne suis pas venue avec vous, hier ? Dois-je aller la rejoindre ?

Annette hésitait à se rendre à l'appartement de la rue d'Antin sans y être expressément appelée. Elle n'y était venue qu'occasionnellement ; elle n'y avait jamais résisté.

Elle n'ignorait pas que là Josépha recevait ses adorateurs, tenait son rôle de cynique et brillante hétaïre.

Dame Bérù lui répondit :

— Tu ne m'as donc pas écoutée ? Je n'ai pas vu ta mère ; elle ne m'a rien dit ni fait dire. Elle n'est peut-être pas informée de ton escapade.

Josépha Gérard, en effet, n'avait aucun soupçon des aventures de sa fille.

Louis Bérù, qui savait qu'elle n'était pas rentrée rue Vandrezanne, mais qui ne savait que cela, n'avait pas jugé bon d'y ajouter à ses soucis une terrible inquiétude.

Il s'en était tenu à envoyer Gustave Collet, semoncé cruellement, à la recherche d'Annette.

Il lui avait dit :

— Prisque tu n'as pas eu le courage de

la suivre au danger, ou l'intelligence de deviner, quand elle vous a quittés, qu'elle se débarrassait de vous qui n'osiez pas gagner la ferme des Etangs, va-t'en ! Je ne veux te revoir qu'avec elle ou, du moins, rapportant des renseignements précis sur son sort.

L'appartement de la rue d'Antin n'était pas vaste. Une femme de chambre et une cuisinière suffisaient à l'entretenir.

La Josépha n'y donnait pas de grandes réceptions.

Elle habitait aussi souvent Neuilly, où elle possédait, rue Ponomé, un petit hôtel, cadeau (comme la villa de la rue Vandrezanne) d'un admirateur qu'elle avait consciencieusement dévalisé.

Ea ce moment, rue d'Antin, elle n'avait que sa cuisinière, vieille femme qui lui était dévouée et que, quelquefois, elle mettait de moitié dans ses secrets.

Elle avait pour principe de ne point se fier à des femmes de chambre, qui sont trop en contact avec les visiteurs et dont la main s'ouvre volontiers aux généreux pourboires.

La femme de chambre est une complice que subit la demi-mondaine quelconque ; elle s'était, pour Josépha, qu'une domestique nécessaire, et elle en changeait souvent.

Quand au sortir du dépôt de la préfecture de police, la fille Josépha Lassave, dite Gérard, arriva à son logement appartenant de ville, la mère Valency lui dit :

— Comment ! vous voilà ! Je ne vous attendais pas !

— Oui, Valency, me voilà et pour rester.

— Pas possible ! Vous étiez si bien résolue...

La bonne femme cherchait une expression qui dit ce qu'elle voulait dire et qui ne froissait pas madame.

— ...A disparaître, achemera celle-ci, le temps que durera la guerre... Eh bien ! je repars.

Elle s'abstint d'autre explication.

Elle avait besoin de solitude, de silence, de repos. Les émotions et les fatigues physiques de cette journée l'avaient mise à bout de forces.

Elle s'enferma dans sa chambre, exténuée, découragée, ne pensant pas, ne voulant pas penser.

Elle avait l'impression d'être gisant, sous un écoulement.

Dans la matinée du lendemain, elle apprit qu'un combat malheureux avait été livré vers Bagneux ou Bourg-la-Reine.

L'idée lui vint que peut-être les Allemands occupaient l'Hay... mais ils ne l'occupaient sans doute pas hier, à l'heure où Annette avec la mère Catherine et Gustave était allée-enlever ce qui restait de provisions dans la ferme de Bérù.

— Dire, pensa-t-elle, que j'ai failli être chassée de la ville comme n'ayant pas de moyens de subsistance ! Moi qui me suis préoccupée d'en passer des vivres rue Vandrezanne, ah ! Pen à voir à distribuer !

— Pas d'importance... après les affronts d'hier, il n'est pas possible de retourner

Mais je ne vais pas rester séparée de ma fille.

« Pourtant, j'avais rêvé pour elle... Bah ! Elle est femme à présent... Et puis, nous autres, les Lassave, est-ce que nous pouvons lutter contre notre destinée ? Elle entendit que l'on sonnait à sa porte.

Elle se redressa, composa son maintien. Sur ses lèvres erra un féroce sourire, vite transformé en sourire aimable.

Mais la mère Valency entrant, lui dit :

— C'est Mme Annette.

— Annette... Ah tant mieux !... Je songeais à l'envoyer chercher, ma fille ! — Ma mère !

— Quelle bonne idée tu as eue, mon enfant !

Elles se tirèrent embrassées. Un pressentiment les avertissait qu'elles avaient été terriblement éprouvées l'une et l'autre pendant leur courte séparation ; elles se réunissaient pour mieux faire front contre le malheur.

Après la première effusion, Josépha REGARDANT Annette attentivement, lui dit :

— je te trouve toute changée.

Et craignant aussitôt de l'avoir effrayée, mise en méfiance par cette remarque, elle ajouta, très émue, prête à pleurer ?

— Annette, ce n'est pas la maman, c'est ta bonne camarade Josépha qui te parle. N'ait pas peur ; dis-moi bien tout, quoi que ce soit !... »